

**Nombre de Conseillers****en exercice : 13****Présents : 10****Absents : 3****Procurations : 2****Votants : 12**

**PROCES VERBAL**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**LUNDI 16 DECEMBRE 2024 A 18H**

L'an deux mille vingt-quatre

Le SEIZE DECEMBRE

Le Conseil Municipal de la Commune de Malves en Minervois

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Régis POMMIES, Maire.

Date de Convocation : Le 9/12/2024

**PRESENTS** : SABAYROU Francine, CANOVAS Alphonse, COASSIN Ottorino, GARCES Henri, GIRARD Yves, DUVAL Juliette, DOUTRE Myriam, RAYMOND Pierre Emmanuel, MARTIN M-Dominique.

**Absente non excusée** : Mme CORBEL Sandrine

**Absente excusée** : CAGNINACCI Isabelle LEBRETON David.

**Procurations** : Mme CAGNINACCI donne procuration à Mme DOUTRE, Mr LEBRETON donne procuration à Mme SABAYROU.

**Secrétaire** : Francine SABAYROU

Monsieur le Maire fait l'appel pour vérifier le quorum et informe des procurations en cours pour cette séance.

Les membres du Conseil municipal étant en nombre suffisant pour délibérer valablement, monsieur le Maire déclare la séance ouverte, rappelant que les portables doivent être éteints et que la séance est enregistrée sous la forme audio.

**APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 09/09/2024.**

POUR 11 CONTRE 1 (Mr Girard)

**APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 21/10/2024.**

POUR 10 ABSTENTION 1 (Mme Cagninacci) CONTRE 1 (Mr Girard)

**Ordre du Jour de la séance :**

**Pour décision :**

1. Procédure de recrutement d'un agent au service technique : création d'un emploi permanent d'agent technique polyvalent
2. Délibération autorisant la signature du projet de convention de la période de préparation au reclassement
3. Augmentation de la participation financière à la Protection sociale des agents à compter du 01/01/2025
4. Permis de louer – délégation de la compétence par Carcassonne Agglo
5. Prescription portant sur la modification simplifiée N°1 du PLU
6. Financement du projet de City stade – engagement de l'opération pour 2025
7. Décisions modificatives sur budget :
  - en fonctionnement
  - en investissement pour la sortie d'actif du terrain cédé au CIAS pour le RPE
8. Ouverture de crédits en investissement avant le vote du BP 2025

**Pour information :**

- Date des vœux à la population
- Point sur les travaux de voirie

**PROCEDURE DE RECRUTEMENT D'UN AGENT AU SERVICE TECHNIQUE : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT TECHNIQUE POLYVALENT.**

Le Conseil Municipal,

Vu Le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L.332-8 3°,

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

**- DECIDE**

La création à compter du 1<sup>ER</sup> Février 2025 d'un emploi permanent d'agent technique polyvalent dans les grades d'adjoint technique territorial, adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe et adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe, relevant de la catégorie hiérarchique C, **à temps complet.**

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans compte tenu de **l'application de l'article 332-8 3° du CGFP.**

**Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Si, à l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent est reconduit, il l'est pour une durée indéterminée.**

L'agent devra justifier d'une expérience significative sur un emploi dans le même domaine et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**MODALITES DE VOTE : POUR 11    CONTRE 0    ABSTENTION 1 (Mr Canovas)**

**DELIBERATION AUTORISANT LA SIGNATURE DU PROJET DE CONVENTION DE LA PERIODE DE PREPARATION AU RECLASSEMENT**

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

M. le Maire expose au Conseil qu'en complément de la procédure de reclassement prévue par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985, le fonctionnaire a droit à une période de préparation au reclassement (PPR).

Cette PPR concerne : Mme NOURTIER Annabelle

*« Le fonctionnaire à l'égard duquel une procédure tendant à reconnaître son inaptitude à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement avec traitement d'une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif. »*

La PPR a pour objet :

- De préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation.
- Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou en dehors de celle-ci.

La période de préparation au reclassement peut comporter (dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné au Code général de la fonction publique susvisé) des périodes :

- De formation,
- D'observation,
- De mise en situation sur un ou plusieurs postes.

La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- Le contenu même de la préparation au reclassement,
- Les modalités de mise en œuvre de la PPR
- La durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement.

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- L'autorité territoriale
- Le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale (Catégorie A, B ou C)
- L'agent.

Si l'agent effectue une Période de Préparation au Reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention (document annexé à la convention).

M. le Maire, demande au Conseil de l'autoriser à pouvoir signer les conventions, annexes et avenants concernant les Périodes de Préparation au Reclassement pouvant être conclues à l'avenir

**Le conseil, après avoir entendu M. le Maire et après en avoir délibéré, DECIDE :**

- **D'AUTORISER**, M. le Maire à signer toutes les pièces relatives au projet de mise en place d'une période de préparation au reclassement (conventions, avenants et annexes),
- **D'INSCRIRE** au budget, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants,

**MODALITES DE VOTE : POUR 11      CONTRE 0      ABSTENTION 1 (Mme Doutre)**

### **AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE A LA PROTECTION SOCIALE DES AGENTS.**

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Vu l'avis du comité social territorial

Considérant que selon les dispositions des articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités ;

Considérant que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

Considérant que depuis décembre 2012, la Commune participe à la protection sociale complémentaire prévoyance et santé de ses agents et que depuis cette date, la participation n'a pas été réévaluée,

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des membres présents et représentés :**

- de maintenir la participation dans le cadre de la procédure dite de labellisation à la couverture prévoyance et santé souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents,
- de verser une **participation mensuelle de 30 €** par mois à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025 à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une **garantie prévoyance maintien de salaire labellisée**,
- de verser une **participation mensuelle de 30 €** par mois à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025 à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion **à une garantie complémentaire santé labellisée**.

### **PERMIS DE LOUER – DELEGATION DE LA COMPETENCE PAR CARCASSONNE AGGLO.**

Vu le code de la construction et l'habitation et notamment son article L635-1 III,

Considérant que l'article susvisé permet à la Commune de Malves en Minervois de demander à Carcassonne Agglo de lui déléguer la mise en œuvre et le suivi, sur son territoire, du dispositif de l'autorisation préalable de mise en location prévu par le Code de la construction et de l'habitation, en ses articles L635-1 à L635-11 .

Considérant :

- que la mise en œuvre d'un dispositif d'autorisation préalable de mise en location permettra à la Commune, sur les zones présentant des signaux d'alerte ou de faiblesse , d'obliger les propriétaires qui voudront louer un bien immobilier à un tiers de solliciter une autorisation préalablement à la mise en location ;
- que cette procédure permettra à la Commune de s'assurer que l'immeuble respecte les caractéristiques de décence prévues par la réglementation, et qu'il n'est pas susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants ni à la salubrité publique,
- que ce dispositif est ainsi un outil efficace de lutte contre l'habitat indigne sur le secteur de la commune qui en a le plus besoin, à savoir, le centre ancien délimité par l'Avenue des Ecoles/ Rue des Caves/ Rue des Pins / enclos du Château/Rue de la Poste et Avenue des Pyrénées (cf plan annexé à la délibération).

#### **Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :**

- AUTORISE Mr le Maire à solliciter de Carcassonne Agglo la délégation à la Commune de Malves en Minervois du pouvoir de mettre en œuvre et suivre sur son territoire le dispositif de l'autorisation préalable de mise en location

**MODALITES DE VOTE : POUR 7 CONTRE 4 (Mr Girard, Mmes Doutre Cagninacci Duval)  
ABSTENTION 1 (Mr Raymond)**

*Un débat s'engage sur la mise en œuvre et le cout pour les finances communales. Mr le Maire évoque la possibilité d'un prestataire pour cette mise en œuvre.*

### **PRESCRIPTION PORTANT SUR LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU.**

Le Maire de Malves en Minervois,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36 et suivants relatifs à la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 27 février 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Malves en Minervois,

CONSIDERANT que l'article 11 du règlement des zones U du PLU prévoit pour la partie -Toitures / Couvertures- : « des couvertures réalisés en tuiles canal de terre cuite pouvant être remplacées en tout ou partie par la pose de panneaux solaires », sans prévoir la possibilité d'une surimposition des panneaux solaires sans remplacement des tuiles, conformément à la nouvelle réglementation sur la pose de panneaux qui préconise ce mode de pose en surimposition,

CONSIDERANT l'actuel PLU et le secteur à urbaniser qui comprend deux zones :

- la zone 1AU qui concerne le secteur du parc du Château à urbaniser en priorité,
- la zone 2AU qui concerne le secteur dit « devant portes » à urbaniser dans un second temps,

CONSIDERANT :

- le projet de classement du Château et du Parc, en cours auprès de la DRAC, rendant à terme difficile et coûteux tout projet de développement urbain dans cette zone ;
- La nécessité de prévoir à court terme un développement modéré et harmonieux de la Commune en rendant possible l'essor de la population, permettant le maintien des services publics (notamment l'école et ses 6 classes), Il apparait nécessaire de modifier l'ordre chronologique de l'ouverture des zones AU, à savoir :
- la zone 1AU concernerait le secteur dit « devant Portes » à urbaniser en priorité,
- la zone 2AU concernerait le secteur du Parc du Château à urbaniser dans un second temps, la procédure de classement du Château et son parc nécessitant une adaptation de l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU).

CONSIDERANT que les modifications apportées ne sont pas de nature à :

- changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable,
- réduire un espace boisé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances,

CONSIDERANT que cette modification peut être mise en œuvre sous la forme simplifiée dans la mesure où elle n'a pas pour effet :

- \* Ni de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- \* Ni de diminuer ces possibilités de construire,
- \* Ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser

**Après avoir entendu l'exposé du maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide:**

1. d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU, conformément aux dispositions des articles L 153-45 et suivants, visant à :
  - corriger l'article 11 du règlement du PLU pour y intégrer la possibilité d'installer des panneaux solaires en surimposition sur la toiture, et pas seulement en remplacement des tuiles,
  - modifier l'ordre chronologique des zones AU 1 et 2 en inversant l'ordre de priorité, à savoir :
    - la zone 1AU concernerait le secteur dit « devant Portes » à urbaniser en priorité,
    - la zone 2AU concernerait le secteur du Parc du Château à urbaniser dans un second temps
2. de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la modification du PLU ;
3. dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice 2025 ;

**MODALITES DE VOTES : 10 POUR 2 CONTRE (Mmes Dautre et Cagninacci) 0 ABSTENTION**

**FINANCEMENT DU PROJET DE CITY STADE – ENGAGEMENT DE L'OPERATION POUR 2025.**

Monsieur le Maire rappelle la délibération prise le 25/09/2023 concernant le projet de création d'un city stade aux abords du terrain de foot et Tennis, l'étude qui a été réalisée par le Cabinet Opale et qui a permis de déposer diverses demandes de subventions auprès des partenaires.

Il présente le plan de financement issu des retours d'engagement de financement des partenaires institutionnels sollicités ; le plan de financement se décompose ainsi :

Montant estimés des travaux et études :	107 195.00 €
Subvention de l'Etat (DETR)	21 439.00 €
Subvention de l'Agence nationale du sport	20 595.00 €
Subvention de la Régions (en cours)	9 000.00 €
Subvention FPIC	15 757.00 €
<b>Fonds propres</b>	<b>40 404.00 €</b>

Mr le maire propose d'engager officiellement l'opération de création du City Stade et de reconduire pour 2025 les crédits engagés sur le budget 2024, au regard de :

- l'importance du financement obtenu qui est d'environ 60 % du cout total des travaux avec études,
- et du travail qui a été fait en amont du projet pour évaluer le besoin existant sur la Commune d'une telle installation avec la mise en place d'une convention d'utilisation des installations à venir, en collaboration avec les enseignants du Regroupement Pédagogique ainsi que la section sportive du Foyer Socio Culturel.

**Le conseil municipal ouï l'exposé de son président et après en avoir délibéré :**

- **APPROUVE** le financement de l'opération ci devant présentée pour un montant estimé de 107 195.00 € HT (travaux/études),

- **AUTORISE** Mr le Maire à procéder au dépôt du permis d'aménager et à engager la consultation des entreprises,
- **DEMANDE** à ce que soient reconduits les crédits correspondants prévus en 2024 sur le budget 2025.

**Modalités de vote :** 9 POUR 3 CONTRE (Mmes Dautre, Cagninacci Mr Girard) 0 ABSTENTION

**DECISION MODIFICATIVE N°3-4 et 5 sur budget investissement et fonctionnement :**

**DM 3 : Opération de sortie de l'inventaire communal du terrain RPE.**

D204412/ 041- subvention aux organismes public + 3 403.19 €

R2111- 041 - terrain nu + 3 403.19 €

**DM 4 : augmentation de crédits liée aux frais de personnel remplaçant.**

D 6218 autres personnels extérieurs + 20 381.00 €

R 6419 remboursements sur rémunération + 20 381.00 €

**DM 5 : virements de crédits frais de personnels.**

D 6218 autres personnels extérieurs + 22 078.34 €

D 6413 personnel non titulaire - 5 059.60 €

D6450 charges de sécurité sociale et prévoyance - 17 018.74 €

**Accord à l'unanimité des membres présents et représentés pour les 3 délibérations ci devant présentées.**

**OUVERTURE DE CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BP 2025 - Budget Principal**  
**RAPPORT DU MAIRE**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et EPCI peuvent, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater avant l'adoption du budget primitif, les dépenses d'investissement dans la limite du quart de crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des Crédits de Paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Dans ce cadre, il vous est demandé de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à ouvrir les crédits suivants sur l'exercice 2025 :

**Budget Principal**

CHAP	ARTICLE	LIBELLE	VOTE 2024	1/4 CREDITS 2025
20		Immobilisations incorporelles		
204		Subventions d'équipement versées		
	2041581			
21		Immobilisations corporelles		
	2188	Autres matériels et outillage	10 000.00 €	2 500.00 €
	21538	Travaux réseaux pluvial	22 800.00 €	5 700.00 €
	2181	Aménagement city stade	128 700.00 €	32 175.00 €
	2118	Aménagement RD37 Tranche 1/2	739 014.00 €	184 753.50 €
	2118	Aménagement RD 37 Tranche 3/4	313 200.00 €	78 300.00 €
	2188	Projet NEFLE (autres immobilisation)	11 300.00 €	2 825.00 €
	204182	Renforcement réseau Jasse (Eclairage public)	12 000.00 €	3 000.00 €
	204182	Effacement Réseau RD37 T1	50 000.00 €	12 500.00 €
	21538	Effacement Réseau RD37 T1	24 000.00 €	6 000.00 €
	2135	Installations agencements protect°foudre	23 300.00 €	5 825.00 €
	2181	Installations générales	24 000.00 €	6 000.00 €
	2181	Installations générales – Aire de jeux enfants	11 880.00 €	2 970.00 €

23		Immobilisations en cours		
		TOTAL	1 370 194.00 €	342 548.50 €

Sur la base du présent rapport, il vous appartient de bien vouloir en délibérer et le cas échéant :

- D'approuver cette proposition.

Le conseil municipal oui le rapport ci devant présenté et autorise, les membres présents et représentés légalement, l'ouverture des crédits des programmes ci devant présentés.

Modalités de votes : POUR 9 CONTRE 3 (Mmes Doutre, Cagninacci, Mr Girard)

**POUR INFORMATION :**

**1/ Date des vœux à la population**

Mr le Maire informe le conseil des dates des vœux à la population qui auront lieu le 11 janvier à 18h au Foyer.

**2/ Point sur les travaux de voirie RD37.**

Les travaux de goudronnage de la voirie reprendront pendant les vacances de février car ils nécessitent la fermeture à la circulation de la RD37 en direction de Bagnoles ; soit une reprise des travaux au 15 février.

**QUESTIONS ORALES POSEES PAR MR GIRARD :**

Mr Girard évoque la sécurité des bâtiments communaux et la présence des registres de sécurité qui doivent être présents dans les bâtiments loués ou mis à disposition.

Il souligne que la commission de sécurité devrait être consultée pour le Château. Il évoque la présence des extincteurs au Château et l'inaccessibilité de certains qui sont fermés à clés et l'organisation de manifestations.

Le graph a-t-il fourni l'attestation d'assurance lié à la location des locaux ?

Le maire peut-il fournir le classement ERP du Château ?

**QUESTION DE MME DOUTRE :**

Où en est la reconstruction du mur du Parc ?

La séance est levée à 19h30.

La Secrétaire  
F SABAYROU

Le Maire  
R.POMMIES

CANOVAS

COASSIN

GARCES

DUVAL

GIRARD

DOUTRE

RAYMOND

~~CORBEL~~

MARTIN

~~LEBRETON~~

~~CAGNINACCI~~